

Paris, le 9 janvier 2014

N° 5697/SG

à

Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les ministres délégués

**Objet :** Gouvernance des simplifications pour les entreprises

La simplification est une réforme structurelle, qui vise à alléger et accélérer les procédures pour stimuler la croissance, améliorer la compétitivité des entreprises et faciliter la vie des citoyens, sans supprimer des protections ou des droits essentiels. Elle passe par une démarche de changement dans les méthodes de travail des administrations : faire participer le public à la production des textes et des politiques, combiner réformes juridiques et gains d'efficacité, évaluer les impacts et les résultats obtenus.

Lors du comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (CIMAP) du 17 juillet 2013, le Gouvernement a adopté un programme de simplification des normes et des démarches sur trois ans, comportant plus de 200 mesures, dont un des axes essentiels concerne la simplification au bénéfice des entreprises.

Pour assurer la cohérence d'ensemble de ce programme et continuer de l'enrichir, associer les entreprises et plus généralement le public de manière permanente à sa mise en œuvre et en valoriser les résultats, le comité interministériel pour la modernisation de l'action publique du 18 décembre 2013 a arrêté les principes d'une nouvelle gouvernance des simplifications :

**1. Une conduite des simplifications dans le cadre de projets collaboratifs**

Chaque mesure structurante du programme de simplification doit se voir désigner un chef de projet, nommément identifié au sein du ministère et de la direction pilote. D'accord avec le ministre compétent, je confierai par lettre de mission à chaque chef de projet le mandat d'organiser les travaux, sur toute la durée nécessaire à la conception et à la mise en œuvre de la mesure, au sein de groupes associant d'une part l'ensemble des autres administrations compétentes, d'autre part les entreprises et autres parties intéressées (élus et administrations locales, associations, experts).

Le chef de projet aura ainsi la responsabilité de la conduite de ces travaux sur un mode interministériel et collaboratif, du respect des objectifs assignés, des échéances de réalisation et de l'organisation d'une évaluation permettant de rendre compte des résultats obtenus.

Il participera également à l'animation de la consultation ouverte des entreprises et du public sur les sites internet ministériels et le site [faresimple.gouv.fr](http://faresimple.gouv.fr), notamment à l'occasion de campagnes thématiques permettant l'information du public et la formulation par celui-ci de propositions de simplification.

## **2. Un pilotage interministériel des simplifications**

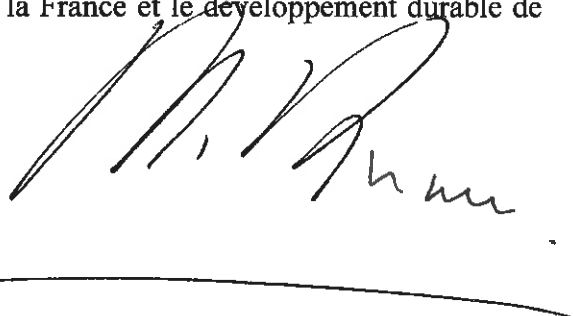
Le pilotage d'ensemble du programme de simplification pour les entreprises sera assuré au niveau interministériel par une « Mission simplification » associant les équipes et les compétences du secrétariat général du Gouvernement (SGG) et du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP). Son rôle sera de vérifier l'avancement des travaux de simplification, d'accompagner et d'appuyer les ministères pilotes et chefs de projet désignés, de coordonner l'information du public et la communication sur le programme.

## **3. Des priorités de la politique de simplification pour les entreprises proposées par un conseil d'orientation indépendant**

Les orientations stratégiques de la politique de simplification seront proposées par des personnalités indépendantes issues des entreprises et de l'administration, par des parlementaires et élus locaux ainsi que des experts, réunis au sein d'un conseil de la simplification pour les entreprises présidé par M. Thierry Mandon, député, et M. Guillaume Poitrinal, chef d'entreprise. Ces personnalités seront chargées d'assurer le dialogue avec le monde économique, de suivre les réalisations du programme, de contribuer à en faire connaître les résultats et de faire toute proposition nouvelle en matière de simplification.

Cette gouvernance, dont l'objet est d'accompagner la mise en œuvre du programme de simplification, prendra fin dans trois ans à l'échéance de celui-ci. Pour autant, les méthodes de travail qui seront mises en œuvre à cette occasion participent de la modernisation du travail gouvernemental et ont vocation à être pérennisées et appliquées à d'autres secteurs de l'action publique.

Je vous remercie de votre implication personnelle pour la réussite de ce programme, qui nous permettra de répondre aux ambitions du « choc de simplification », afin de renforcer la compétitivité de nos entreprises, l'attractivité de la France et le développement durable de notre territoire.



Jean-Marc AYRAULT